



Après le 31 mai... **Résister encore, les arrêter et préparer l'avenir**

Les personnels du ministère de la Culture se battent depuis plus de 4 ans avec beaucoup de courage et de ténacité contre les politiques de libéralisation de la culture et de démantèlement du service public culturel. Ils se sont une nouvelle fois retrouvés, hier mardi 31 mai, sous les fenêtres de Frédéric MITTERRAND, pour exiger l'arrêt d'un train de « réformes » tout aussi absurdes que dangereuses.

Rassemblés rue de Valois dans le cadre du préavis de grève déposé par la CGT, la FSU et l'UNSA, les agents venus des musées, du C2RMF, du LRMH, des Archives nationales, de l'archéologie préventive, des monuments nationaux ou encore des services d'administration centrale (et notamment du Secrétariat général et de la Direction générale de la création artistique), des écoles d'art et d'architecture, et de la DRAC... ont fait montre d'une détermination intacte.

Tour à tour, chacun des secteurs représentés a témoigné d'une opposition sans appel aux « réformes » imposées à toute force par l'Elysée et Matignon, et mises en œuvre sans boussole ni cap par le ministre de la culture et son cabinet.

Les personnels ne sont pas prêts à accepter la dislocation programmée du réseau des musées nationaux via la mise à mort des SCN aux bénéfices d'EPA « marchands ». Ils refusent que les Archives nationales fassent les frais de l'opération Maison de l'Histoire de France, projet dont les accents idéologiques continuent de soulever l'indignation. Ils refusent que les monuments nationaux soient peu à peu étouffés par la pénurie d'emplois, par la précarité et l'autoritarisme. Ils ne sont pas prêts non plus à accepter l'abandon des politiques scientifiques, de recherche et de restauration et la fragilisation de l'archéologie. Ils s'opposeront avec force à toute privatisation des missions du ministère.

La question de l'emploi était naturellement au centre de ce rassemblement et de cette journée de mobilisation. Partout, dans les services d'administration centrale, dans les services déconcentrés, dans les écoles, dans la quasi totalité des établissements accueillant du public, après 4 ans de RGPP et de destructions massives d'emplois publics, le sous-effectif atteint à présent des proportions hallucinantes. La situation est intenable et le malaise est général. Dans ce contexte, la dégradation des conditions de travail est telle qu'elle confine aujourd'hui à un problème majeur de santé au travail.

Les organisations syndicales comme les formations politiques de l'opposition invitées à prendre la parole ont toutes exprimées une très forte inquiétude, leur solidarité avec les agents en lutte, et une volonté de débattre de propositions réellement alternatives et vraiment en rupture avec cette vaste entreprise de saccage et de bradage du service public culturel, politiquement minoritaire, socialement injuste et économiquement absurde.

Après ce rendez-vous important, l'ordre du jour de notre combat commun ne fait aucun doute : nous devons impérativement les arrêter et créer les conditions d'un réel renouveau du ministère de la culture et, plus largement, d'une refondation de l'intervention publique en matière de culture et de création.

Les agents rassemblés à Valois ont rejoint en début d'après-midi la manifestation organisée à Bercy. Ce 31 mai fut une journée unitaire de forte mobilisation pour l'augmentation des salaires et la revalorisation des carrières à l'appel de toutes les organisations syndicales de la Fonction publique. Cet appel a fait parfaitement écho à la bataille que nous menons pour le repyramidage des filières professionnelles du ministère de la culture, dont, entre autres, la filière administrative.

Sur tous ces terrains, pour toutes ces revendications, dans l'unité et dans le dialogue avec tous les acteurs de la Culture, nous pouvons ensemble, renforcer et amplifier ce rapport de forces gagnant.